La Situation Financiere.

ENORME ACCROISSEMENT de la DETTE PUBLIQUE.

Accroissement des Dépenses Fédérales

SOUS LE

Gouvernement Tory.

En 1878, le gouvernement conservateur avait promis l'économie dans les finances. Voyons ce qu'il a fait du Canada.

Ici, les chiffres sont plus éloquents que toutes les démonstrations.

Le gouvernement libéral est venu au pouvoir en 1873, il a diminué les dépenses.

Sous son règne, la dette publique qui passe aujourd'hui $280,000,000 ne s'est pas élevée de plus de $7,232,000, c'est-à-dire que le gouvernement conservateur représente pour sa part les trente-neuf quarantièmes de la dette fédérale.

L'AUGMENTATION DE LA DETTE PUBLIQUE

A l'époque de la Confédération, la dette publique était de $93,000,000. En 19 ans, elle a été augmentée de $188,000,000, c'est-à-dire de deux cents pour cent.

Il importe de savoir qui en est responsable ?

Pendant la première période de 1867 à 1873, le gouvernement Tory de Sir John Macdonald a imposé au pays un surplus de dette de $37,732,000.

A la même époque, les travaux engagés et les contrats signés sous l'administration de Sir John A. Macdonald, imposait au pays une nouvelle dette de $32,447,000.

Sous l'administration libérale de M. Mackensie, l'augmentation de la dette, indépendamment des dépenses nécessitées par les engagements pris sous le gouvernement antérieur, a été de $7,232.

De 1878 à 1886, Sir John A. Macdonald étant revenu au pouvoir, la dette publique s'est élevée de $174,957,000 à $281,314,000.

RÉSUMÉ :

Pendant cinq années d'administration libérale, le gouvernement Mackenzie a augmenté la dette publique de........................ $ 7,232

Pendant 14 années d'administration Tory la dette publique a été augmentée de.................. .... $180,842,000

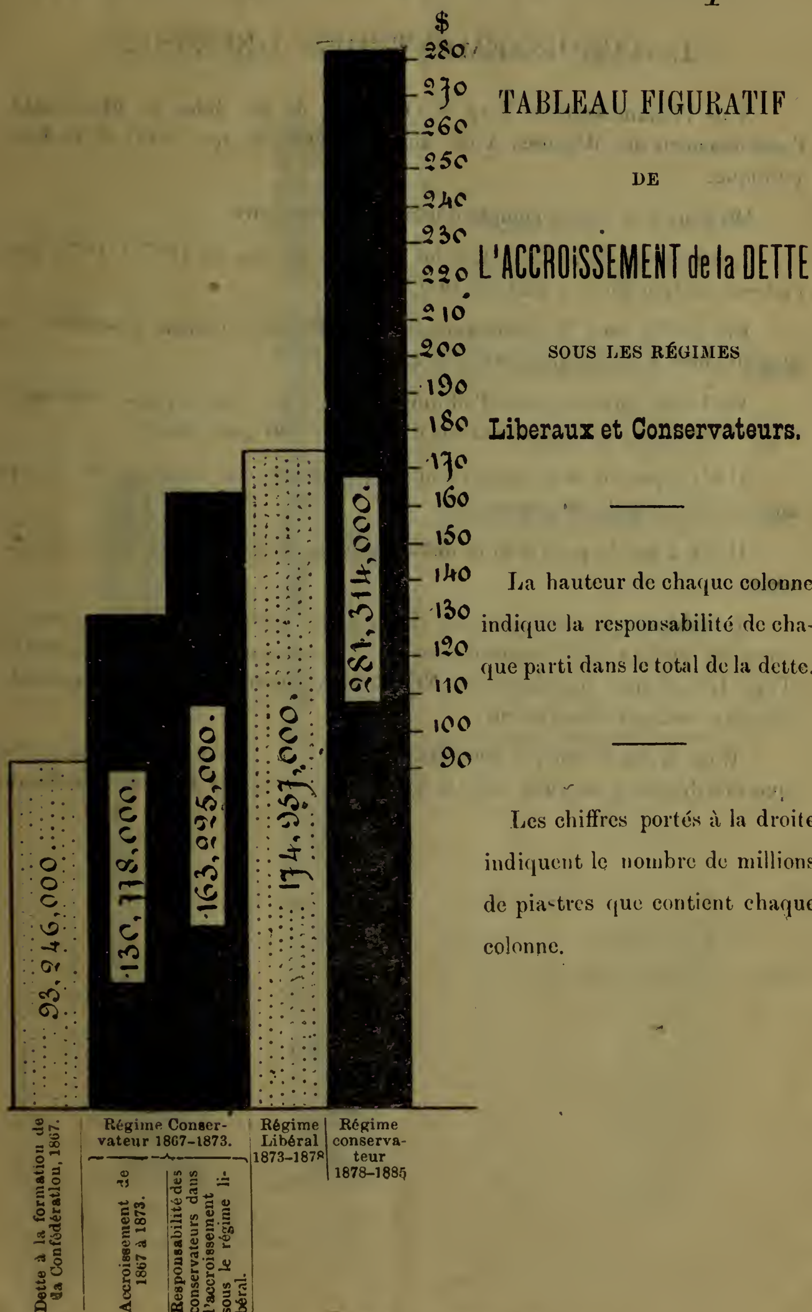
c'est-à-dire que l'administration Tory se trouve vis-à-vis de l'administration libérale, au point de vue de l'accroissement de la dette, dans la proportion de **26 contre 1**.

Il n'y a pas un seul pays au monde qui ait une dette aussi énorme que la nôtre, par rapport au nombre de ses habitants.

Le tableau que nous publions ci-contre, marque les accroissements successifs de la dette sous les différentes administrations.

La colonne noire qui s'élève a une prodigieuse hauteur et qui s'arrête au chiffre de $280,000,000 est celle qui représente les scandaleuses dilapidations de l'administration Tory, sous la direction de Sir John A. Macdonald.

La Marée montante de la Dette Publique.



L'ACCROISSEMENT DES DÉPENSES

Sous l'administration Tory et Orangiste de Sir John A. Macdonald, l'accroissement des dépenses a été aussi considérable que celui de la dette publique.

On peut s'en rendre compte d'une façon très claire.

Les dépenses de la Confédération se sont élevées de 1867 à 1873, sous l'administration Tory, à $23,685,009.

En 1878, sous l'administration libérale, elles étaient descendues à $23,503,000, soit une diminution de $182,000.

En 1885, après sept ans d'administration Tory, les dépenses s'élèvent à $35,037,000, soit une augmentation d'à peu près 30 pour cent.

Il n'y a pas un seul gouvernement au monde qui ait augmenté en sept ans, ses dépenses de 30 pour cent.

Il n'y a pas de pays dont la fortune puisse résister à un tel excès d'extravagances.

Le tableau que nous publions ci-contre permettra à tous les électeurs de constater quelle a été l'ascension continuelle des dépenses sous l'administration Tory. Les colonnes imprimées en NOIR représentent les dépenses imputables au gouvernement conservateur.

Il est facile de voir, en consultant ce tableau, le prodigieux accroissement que nos dépenses ont subi sous le gouvernement de Sir John A. Macdonald.

La Marée montante des Dépenses.

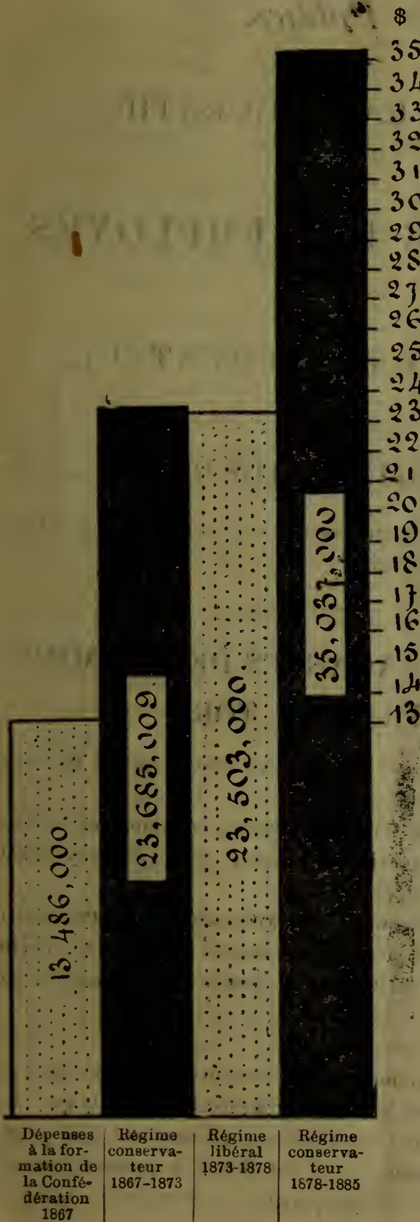


TABLEAU FIGURATIF

DE

L'ACCROISSEMENT DES DEPENSES

SOUS LES RÉGIMES

CONSERVATEURS ET LIBERAUX

La hauteur de chaque colonne indique la responsabilité de chaque parti dans l'accroissement des dépenses.

Les chiffres portés à la droite indiquent le nombre de millions de piastres que contient chaque colonne.

La Marée montante du nombre des Employés Publics.

TABLEAU FIGURATIF

DU

NOMBRE DES EMPLOYÉS

SOUS LE

REGIME CONSERVATEUR

ET LE

REGIME LIBERAL

La hauteur de chaque colonne réprésente le nombre d'employés sous chaque régime.

——o——

LES EXTRAVAGANCES DE L'ADMINISTRATION TORY

Les augmentations de dépenses sont toujours fâcheuses pour le contribuable.

Elles ne sont pas toutes également condamnables, et celles qui profitent à la prospérité générale du pays, peuvent être rangées parmi les dépenses utiles.

Mais ce qui démontre l'extravagance du gouvernement Tory, c'est le prodigieux accroissement des dépenses inutiles ou coupables, ou exclusivement basées sur un motif de corruption.

Veut-on s'en rendre compte ?

Il suffit d'examiner l'accroissement du nombre des employés publics dans les bureaux ministériels d'Ottawa.

Cet accroissement est tellement phénoménal que pour le faire mieux ressortir, on a cru devoir le présenter sous la forme d'un tableau graphique que l'on trouvera en marge,

480

1180

Régime libéral 1873–1878	Régime conservateur. 1878–1885

Le nombre des employés publics qui était de 480, en 1873, à la fin de l'administration libérale, s'est élevé, en 1885, à **1,180**.

C'est une augmentation de 65 pour cent.

Une autre dépense colossale est celle que les ministres tories font peser sur la Confédération pour leurs frais de voyage.

Personne ne se figurerait que depuis 1878 jusqu'en 1885, les frais de voyage des ministres se sont élevés à **$194.884.**

Cette dépense représente :

Par an	$27,840,00
Par mois	2,320,00
Par jour...................................	89,00
Par heure	8,90
Par minute	0,15

Le peuple canadien apprendra sans doute avec quelque surprise, que les ministres, indépendamment de toutes les autres faveurs dont ils jouissent, dépensent rien qu'en frais de voyage près de **9 piastres par heure**, alors qu'un ouvrier a tant de peine à gagner $1.50 par jour.

Si l'on pense que parmi ces voyages qui ont coûté si cher aux contribuables, il faut compter tous ceux qui ont été faits par MM. Chapleau, Caron et Langevin pour se rendre d'Ottawa à Québec et pour conspirer contre l'indépendance de notre gouvernement provincial, les contribuables penseront sans doute qu'il est pénible de payer une somme aussi considérable pour permettre aux ministres fédéraux de réduire à néant les prérogatives des provinces.

Du reste, nous ne citons le fait des frais de voyage des ministres qu'à titre d'illustration.

En examinant avec soin les différents chapitres du budget on retrouverait les mêmes extravagances dans chacun des articles dont il se compose.

La caisse publique est ouverte à toutes les dilapidations.

Il en sera ainsi tant que nous vivrons sous un régime de fraude et de corruption.

Il appartient aux électeurs de mettre fin à ce régime scandaleux et de déclarer par leur vote, qu'ils entendent restaurer dans l'administration publique le bon sens et la probité.